

# LE TEMPS

---

**diplomatie** Lundi 20 juillet 2015

## La voix suisse des Etats–Unis à Cuba se tait

Par Stéphane Bussard new york

### Le mandat suisse de représentation des intérêts américains et cubains s'achève lundi. Le drapeau de Cuba est hissé à Washington

Moments historiques à Washington. Aujourd'hui, le drapeau cubain va être hissé pour la première fois depuis cinquante-quatre ans au-dessus de l'ambassade de Cuba, qui rouvre ses portes après un demi-siècle de rupture diplomatique avec les Etats–Unis. Ce même jour, la Section des intérêts américains à La Havane redevient une ambassade, même si le drapeau des Etats–Unis ne sera hissé officiellement qu'en août. Ce lundi, le secrétaire d'Etat John Kerry reçoit son homologue cubain Bruno Rodriguez. C'est la première réunion formelle entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays depuis le 22 septembre 1958, quand John Foster Dulles rencontra Gonzalo Guell. Si l'événement est historique pour les Etats–Unis et Cuba, il l'est aussi pour la Suisse. Il met fin aux deux mandats de puissance protectrice qu'elle a exercés respectivement pendant cinquante-quatre ans (le plus long) et vingt-quatre ans pour représenter les intérêts américains à Cuba à partir de 1961 et les intérêts cubains à Washington à partir de 1991.

Selon les documents diplomatiques suisses (Dodis.ch) datés du 4 janvier 1961, deux ans après la révolution castriste de 1959, le secrétaire d'Etat américain Christian Herter écrit à l'ambassadeur de Suisse à Washington August Lindt: «Le gouvernement des Etats–Unis serait très reconnaissant si le gouvernement suisse pouvait assumer la représentation diplomatique et consulaire» des Etats–Unis à Cuba. Dans les milieux diplomatiques de La Havane, c'est la surprise. Le troisième secrétaire de l'ambassade des Etats–Unis à Cuba, Wayne Smith, s'en fait l'écho: «Au départ, le choix de la Suisse semblait étrange, car l'ambassade suisse n'avait qu'un ambassadeur et un secrétaire.» Sans consulter le parlement, le Conseil fédéral accepte et dépêche une petite équipe à Cuba. Deux arguments ont plaidé pour la Confédération: sa neutralité et surtout son expérience de puissance protectrice durant la Seconde Guerre mondiale, où elle s'est vue confier jusqu'à 200 mandats par près de 35 pays.

C'est surtout au cœur de la Guerre froide, dans les années 1960, que le mandat de représentation est le plus important, sous l'impulsion d'un ambassadeur hors norme, le Schaffhousois Emil Stadelhofer. Jusqu'en 1977, le rôle d'intermédiaire joué par Berne dans les relations américano–cubaines est similaire au mandat suisse de représentation des intérêts américains à Téhéran, lequel va sans doute perdurer longtemps en dépit du récent accord sur le nucléaire iranien. Mais en conséquence d'un léger réchauffement entre le président Jimmy Carter et le Lider maximo Fidel Castro, les deux pays ouvrent des sections des intérêts cubains et américains à Washington et à La Havane, toujours sous la tutelle administrative de la Suisse. Le mandat de la Suisse perd de son importance.

Dans les années 2000, les tensions entre Cuba et les Etats–Unis s'accroissent sous la présidence de George W. Bush. La Suisse devient de nouveau plus utile pour Washington, car elle conserve un accès aux membres du gouvernement et du Conseil d'Etat cubains, à l'exception de Fidel Castro. L'ambassadeur Bertrand Louis est invité parfois par le chef de la Section des intérêts américains,

Michael Parmly, dans une salle hautement sécurisée (phoniquement). Dans le processus de normalisation engagé par Barack Obama et Raul Castro le 17 décembre 2014, la Suisse ne jouera toutefois aucun rôle.

La crise des missiles d'octobre 1962 est l'un des moments forts de la diplomatie suisse à Cuba. Si elle avait dégénéré, elle aurait pu se transformer en un troisième conflit mondial, avec une confrontation nucléaire entre l'Union soviétique de Nikita Khrouchtchev et l'Amérique de John F. Kennedy. Le 23 octobre 1962, le secrétaire d'Etat américain Dean Rusk se serait exprimé auprès de l'ambassadeur Lindt à peu près en ces termes, selon une note mentionnée dans les documents diplomatiques suisses: «Je vous parle d'un point de vue purement personnel et ce que je vous dis ne doit pas être associé à mon nom. La situation est sérieuse de sorte que même votre pays pourrait en pâtir. Ne serait-il pas possible de demander à votre ambassadeur à La Havane d'interroger Castro de sa propre initiative [...] pour voir comment il imagine l'avenir de Cuba.»

La Suisse réagit avec prudence, sommant son ambassadeur de ne pas démarcher ouvertement Fidel Castro. Mais elle ajoute que si l'occasion devait se présenter, l'ambassadeur Stadelhofer pourrait agir subtilement pour essayer d'en savoir plus. Si Berne, circonspect, autorise ce dernier à agir, c'est en partie dû à la personnalité du diplomate. Emil Stadelhofer a une relation personnelle avec Fidel Castro, qui l'appelle parfois au milieu de la nuit pour s'enquérir des positions américaines. Le Lider maximo lui fera même des éloges publics lors d'une réception à l'ambassade du Japon, lui remettant en fin de soirée son célèbre béret de barbudo. Emil Stadelhofer ne se voyait pas en laquais des Américains, qu'il agaçait parfois: «L'ambassade de Suisse à La Havane n'est pas une succursale du Département d'Etat américain.» Il acceptera toutefois, avec l'approbation de Berne, la demande formulée par Dean Rusk d'avertir Fidel Castro que Washington va envoyer des avions de reconnaissance équipés de fusées éclairantes. L'objectif est d'éviter une guerre accidentelle. Le message est bien reçu.

Quelques mois avant la crise des missiles, dans une missive adressée au conseiller fédéral Friedrich Wahlen, le 7 mars 1962 (Dodis.ch), l'ambassadeur Lindt écrit avoir rencontré, lors d'un dîner au Département d'Etat, McGeorge Bundy, un proche conseiller du président Kennedy. Ce dernier salue le rôle de Berne: «Si la Suisse neutre n'existait pas, il faudrait l'inventer.» Petit bémol toutefois dans la bouche de McGeorge Bundy. Le diplomate dit regretter que les banques suisses n'aient pas montré davantage de retenue pour accepter «de l'argent sale».

La Suisse s'est particulièrement illustrée lors de la crise de l'émigration de Camarioca en 1965. Des milliers de Cubains fuient l'île depuis un port proche de Varadero après que le régime cubain a ouvert les vannes de l'émigration. Ils sont nombreux à se noyer dans les eaux du détroit de Floride. Pour mettre fin à l'hécatombe, Washington et La Havane s'entendent pour créer un pont aérien. La Suisse est chargée d'interroger tous les candidats au départ. Un travail titanesque au vu des effectifs de l'ambassade. Entre 1965 et 1973, durée du pont aérien, près de 260 000 personnes ont quitté ainsi Cuba. Si les Américains disent apprécier le rôle joué par Berne, les Cubains ne tarissent pas d'éloge pour la Suisse. Ils voient dans le combat pour la liberté menée à l'époque par les Confédérés un parallèle à celui de Cuba contre l'impérialisme. En 1965, une émission de télévision diffusée cinq fois par semaine à Cuba est d'ailleurs intitulée: Guillermo Tell de la Montana.

Le mandat de la Suisse n'a pas servi que les intérêts américains et cubains. Il lui a facilité, relève les documents diplomatiques suisses, ses relations bilatérales avec Cuba. En 1967, un accord est ainsi trouvé pour dédommager trois entreprises de Nestlé touchées par les nationalisations du régime castriste. Nestlé obtient des indemnités de 18 millions de francs. Elle accepte d'acheter 40 000 tonnes de sucre de Cuba par an, dont un tiers est livré gratuitement à titre d'indemnisation.